

Réduire les moyens au motif de la baisse démographique est un choix politique ! Sacrifier l'École publique est un choix de société, pas une fatalité !

Dans l'académie de Bordeaux pour le second degré nous sommes confrontés à **125 suppressions de postes d'enseignants et 6 postes bloqués pour les bureaux d'entreprises**, répartis comme suit :

- 28 en Dordogne, 28 en Gironde, 21 dans les Landes, 27 dans le Lot-et-Garonne, 27 dans les Pyrénées-Atlantiques.

Que vont devenir les collègues en mesure de carte scolaire alors qu'il n'y a quasiment aucun poste de libre, sans parler de tous ceux qui vont se retrouver en compléments de services sur deux ou trois établissements !

Ce qui se passe cette année n'est qu'un début ! Pour la FNEC-FP-FO, il faut profiter de cette baisse démographique pour réduire le nombre d'élèves par classe.

Des classes à 35 en lycées, à plus de 30 en collèges, **cette situation est inacceptable !** Les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des équipes d'éducation et d'enseignement ne cessent de se dégrader.

Le déclin démographique que connaît notre pays était une occasion historique pour renforcer l'encadrement des élèves mais un autre choix a été fait. Devons-nous l'accepter ou nous battre pour obtenir le rétablissement des moyens nécessaires ?

Nous refusons que le service public d'éducation soit géré par une logique purement comptable, nous voulons les moyens suffisants pour exercer nos missions dans des conditions favorables pour tous et notamment pour les élèves en difficulté.

Des lycées se mettent en grève, comme le lycée Maine-de-Biran à Bergerac. Nos collègues nous ont montré la voie mais nous devons faire masse pour gagner ! Dans les DSDEN, les moyens manquent cruellement, elles fonctionnent avec une enveloppe de plus en plus restreinte. Octroyer des heures à un établissement signifie en retirer ou limiter les moyens d'autres EPLE.

La mobilisation est en cours dans plusieurs départements d'ores et déjà, et toutes les académies seront de retour au travail lundi prochain, **09 mars**.

C'est pourquoi nous avons décidé de **poser les sacs**, de ne pas accepter les 4000 suppressions de postes imposées à une profession déjà très mal en point, pressurée, méprisée (il faut comprendre tous les discours du ministre Geffray à l'aune exactement inversée pour y comprendre quelque chose se rapprochant de la réalité).

C'est au niveau du ministère qu'il nous faut obtenir des moyens supplémentaires. Cela passe par un mouvement d'ampleur et non par une seule journée d'action toutes les semaines !

C'est pourquoi des délégations de l'académie de Bordeaux (24, 33, 40, 47 et 64) et d'autres départements le 14, 27, le 35, le 50, le 53, le 59, le 61 monteront à Paris, au ministère, LE MARDI 10 MARS, pour réclamer les moyens nécessaires.

L'intersyndicale landaise (FO – FSU – UNSA) n'a pu s'entendre que sur un appel à la grève pour chacun des CSA les 16 et 26 mars.

Le SNFOLC, quant à lui, appelle les établissements des Landes à se mobiliser

par la GRÈVE dès le lundi 09 mars,

à tenir des piquets de grève devant leurs établissements scolaires, à tenir des HIS et Assemblées générales pour la reconduction de la grève.

Cette semaine de mobilisation par la grève aura comme point d'orgue le CSA SD sur les suppressions de postes le

lundi 16 mars avec une Manifestation à partir de 9h30 devant la DSDEN

Nous ne pouvons plus agir comme avant : nous allons faire face à un manque chronique de postes.

Soyons nombreux pour refuser ces politiques d'austérité !

